

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2007 — 1943

[C - 2007/00418]

**25 AVRIL 2007. — Arrêté royal  
déterminant les missions des services de secours  
qui peuvent être facturées et celles qui sont gratuites**

## RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à Votre Majesté vise à déterminer les missions qui doivent être effectuées gratuitement par les services de secours et celles qui peuvent être facturées.

## Considérations générales

Les missions dont question sont énumérées à l'article 2*bis* de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile et le contenu concret de ces missions est précisé dans l'arrêté royal du 7 avril 2003 répartissant les missions en matière de protection civile entre les services publics d'incendie et les services de la protection civile.

Le présent arrêté ne s'applique pas aux missions d'aide médicale urgente. En effet, leur facturation est réglée par la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente et l'arrêté royal du 7 avril 1995 déterminant le tarif applicable au transport en ambulance des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente.

## Analyse des articles

Article 1<sup>er</sup>. Cet article définit un certain nombre de concepts.

Le bénéficiaire d'une intervention est la personne dans l'intérêt de laquelle l'intervention est effectuée. Un bénéficiaire peut être une personne physique ou une personne morale de droit public ou de droit privé.

La commune qui dispose d'un service d'incendie sur son territoire s'adresse directement au bénéficiaire d'une intervention pour la récupération des frais. Une commune protégée ne peut pas être considérée comme bénéficiaire, sauf s'il s'agit d'une intervention récupérable dans l'intérêt de cette commune, telle qu'une intervention dans un bâtiment dont la commune est propriétaire.

Les communes peuvent conclure des accords permettant à leurs services d'incendie de se prêter mutuellement main-forte. Les interventions des services d'incendie en exécution de ces conventions ne doivent pas être considérées comme des missions au sens de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté mais relèvent de l'organisation concrète des services d'incendie.

L'article précise que la pollution s'entend d'une dégradation du milieu par un polluant. Il s'ensuit que la perte d'un chargement sur une voie publique, tels que des briques ou des légumes, ne constitue pas une pollution. Si elle est payante, l'intervention des services de secours sera facturée dans ce cas non pas au propriétaire du chargement mais au bénéficiaire de l'intervention à savoir le transporteur.

Il convient de différencier les types de fausses alertes qui entraînent l'intervention des services de secours en distinguant les alertes de bonne foi, les alertes dues à des défaillances mécaniques et les alertes malveillantes. Il s'agit en effet d'éviter que le citoyen qui de bonne foi fait appel au service de secours ne soit pénalisé si l'alerte qu'il a lancée s'avère non fondée et qu'il s'abstienne à l'avenir d'avertir les services de secours de ce qu'il croit être une situation périlleuse.

L'article précise enfin ce qu'il faut entendre par le terme « commune », pour tenir compte de la structure particulière du SIAMU de Bruxelles et de l'Intercommunale d'incendie de Liège et environs.

Article 2. Cet article énumère les missions des services de secours qui doivent toujours être gratuites.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 1943

[C - 2007/00418]

**25 APRIL 2007. — Koninklijk besluit  
tot vaststelling van de opdrachten van de hulpdiensten  
die kunnen verhaald worden en diegene die gratis zijn**

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit voor te leggen, strekt ertoe te bepalen welke opdrachten door de hulpdiensten gratis moeten worden uitgevoerd en welke opdrachten kunnen worden verhaald.

## Algemene beschouwingen

De opdrachten waarvan sprake worden opgesomd in artikel 2*bis* van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming en de concrete inhoud van die opdrachten wordt gepreciseerd in het koninklijk besluit van 7 april 2003 tot verdeling van de opdrachten van civiele bescherming tussen de openbare brandweerdiensten en de diensten van de civiele bescherming.

Dit besluit is niet van toepassing op de opdrachten inzake dringende medische hulpverlening. Hun facturering wordt immers geregeld door de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening en het koninklijk besluit van 7 april 1995 houdende vaststelling van het tarief voor het vervoer per ziekenwagen van de personen bedoeld in artikel 1 van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening.

## Analyse van de artikelen

Artikel 1. Dit artikel definieert een aantal concepten.

De begunstigde van een interventie is de persoon in wiens belang de interventie uitgevoerd wordt. Een begunstigde kan een natuurlijk persoon of een rechtspersoon naar publiekrecht of naar privaatrecht zijn.

De gemeente die over de brandweerdienst beschikt, richt zich rechtstreeks tot de begunstigde van een interventie voor het verhaal van de kosten. Een beschermde gemeente kan niet als begunstigde beschouwd worden, behalve indien het gaat om een verhaalde interventie in het belang van die gemeente, zoals een interventie in een gebouw waarvan de gemeente eigenaar is.

De gemeenten kunnen overeenkomsten sluiten, waardoor hun brandweerdiensten de mogelijkheid krijgen elkaar onderling te versterken. De interventies van de brandweerdiensten ter uitvoering van die overeenkomsten moeten niet beschouwd worden als opdrachten in de zin van artikel 1 van het besluit, maar maken deel uit van de concrete organisatie van de brandweerdiensten.

Het artikel preciseert dat de vervuiling begrepen moet worden als een aantasting van het milieu door een vervuilende stof. Daaruit vloeit voort dat het verlies van een lading op een openbare weg, zoals stenen of groenten, geen vervuiling is. Als de interventie van de hulpdiensten betaald moet worden, zal zij in dit geval verhaald worden op de begunstigde van de interventie, namelijk de vervoerder, en niet op de eigenaar van de lading.

Er moet een onderscheid gemaakt worden tussen de alarmsoorten die de interventie van de hulpdiensten veroorzaken, namelijk de alarmeringen te goeder trouw, de alarmeringen wegens mechanische defecten en de kwaadwillige alarmeringen. Het gaat er immers om te vermijden dat de burger die te goeder trouw een beroep doet op de hulpdienst, gestraft wordt als het door hem geslagen alarm loos alarm blijkt te zijn en dat hij voortaan de hulpdiensten niet meer zal verwittigen als hij denkt dat een situatie gevaarlijk is.

Het artikel preciseert ten slotte wat onder de term « gemeente » moet worden verstaan, teneinde rekening te houden met de bijzondere structuur van de DBDMH van Brussel en van de « Intercommunale d'incendie de Liège et environs ».

Artikel 2. Dit artikel somt de opdrachten van de hulpdiensten op die altijd gratis moeten zijn.

Les interventions relatives à la lutte contre l'incendie et l'explosion sont toujours gratuites.

Une intervention à la suite d'un appel au secours en vue de sauver ou de protéger une personne est gratuite. Pour le sauvetage d'un animal, les communes et l'Etat sont libres de facturer ou de ne pas facturer l'intervention.

A titre d'exemple, en cas d'effondrement d'une porcherie, la commune ou l'Etat peut décider de facturer ou non les frais de sauvetage des porcs. Il en va de même pour le sauvetage d'un chat coincé sur un arbre.

Une intervention consécutive, par exemple, à une fausse alerte à la bombe ou au gaz bien intentionnée, est gratuite parce qu'il s'agit d'une mission de secours technique s'accompagnant d'un risque pour les personnes. En effet, il n'est pas souhaitable qu'on hésite à avertir les services de secours en raison des frais que cela pourrait engendrer. Une fausse alerte bien intentionnée est donc toujours gratuite.

Les interventions en matière de lutte contre les événements calamiteux et les catastrophes sont gratuites. En revanche, les interventions en matière de lutte contre les sinistres peuvent être facturées.

Ainsi, en cas d'intervention impliquant des travaux de pompage dans une cave suite à un mauvais entretien de la conduite d'eau ou du chauffe-eau ou en cas d'intervention suite à l'effondrement d'une cheminée en raison d'un mauvais entretien, la commune ou l'Etat peut décider de facturer ou de ne pas facturer les frais au bénéficiaire.

La distribution d'eau potable directement au citoyen est gratuite en cas de pénurie d'eau d'une certaine gravité ou affectant une région importante. On vise en l'espèce une sécheresse persistante ou une pénurie consécutive à une rupture d'une conduite importante. Le remplissage d'un château d'eau peut être facturé au bénéficiaire, en l'occurrence à la société de distribution d'eau. La fourniture d'eau à un habitant non raccordé au réseau de distribution d'eau peut également être facturée.

Article 3. Cet article énumère d'abord les missions qui peuvent être facturées. Il s'agit d'une latitude laissée aux autorités compétentes, à la différence des missions non légales. Ces dernières, qui sont les missions qui ne sont pas reprises à l'article 2bis de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile susvisée, doivent obligatoirement être facturées par les autorités compétentes, en application de l'article 2bis/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

Les coûts sont facturés au bénéficiaire. Suite à une remarque du Conseil d'Etat, la facturation des coûts à l'appelant lors d'une fausse alerte mal intentionnée ou à l'auteur d'un incendie volontaire est supprimée.

Les règles normales de responsabilité civile sont bien évidemment d'application.

Il convient de rappeler que les frais occasionnés aux services de la protection civile et aux services d'incendie lors d'une intervention en cas de contamination ou de pollution accidentelle dûment constatée sont facturés par l'Etat ou la commune à charge des propriétaires des produits incriminés, en application de l'article 2bis/1, § 1<sup>er</sup>, alinéas 3 et 4, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

Les frais occasionnés aux services de la protection civile et aux services d'incendie lors d'une prestation effectuée en dehors des interventions visées à l'article 2bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile sont facturés par l'Etat ou la commune à charge des bénéficiaires de cette prestation.

Lorsque les services de secours doivent faire appel à des tiers pour une intervention, les coûts qui sont à charge de ces services, sont récupérés à charge du destinataire de la facture.

Par exemple, dans le cadre d'une pollution, les services de secours peuvent faire appel à une firme privée pour le traitement des déchets pollués.

Les articles 4 à 6 sont applicables à toutes les missions payantes des services de secours, en ce compris les interventions suite à une pollution et les missions non légales, et à l'exception des missions d'aide médicale urgente.

De interventies betreffende de bestrijding van brand en ontploffing zijn altijd gratis.

Een interventie naar aanleiding van een noodoproep teneinde een persoon te redden of te beschermen, is gratis. Voor het redden van een dier zijn de gemeenten en de Staat vrij om de interventie al dan niet te verhalen.

Bij wijze van voorbeeld : bij de instorting van een varkensstal kan de gemeente of de Staat beslissen of de kosten voor het redden van de varkens al dan niet verhaald zullen worden. Hetzelfde geldt voor het redden van een kat die vastzit in een boom.

Een interventie naar aanleiding van bijvoorbeeld een loos bomalarm of gasalarm is gratis, omdat het gaat over een technische hulpverleningsopdracht met een risico voor personen. Het is immers niet wenselijk dat men aarzelt om de hulpdiensten te verwittigen wegens de kosten dat dat met zich zou kunnen meebrengen. Een loos alarm is bijgevolg altijd gratis.

De interventies inzake de bestrijding van de rampspoedige gebeurtenissen en de catastrofes zijn gratis. De interventies inzake de bestrijding van de schadegevallen kunnen daarentegen verhaald worden.

Zo kan de gemeente of de Staat, bij een interventie met pompwerkzaamheden in een kelder naar aanleiding van een slecht onderhoud van de waterleiding of de boiler of bij instorting van een schouw ten gevolge van een slecht onderhoud, beslissen om de kosten al dan niet te verhalen ten laste van de begunstigde.

De drinkwaterbevoorrading rechtstreeks aan de burger is gratis in geval van een vrij ernstig watertekort of van een watertekort dat een omvangrijk gebied treft. Daarmee doelt men op een aanhoudende droogte of een tekort naar aanleiding van een breuk in een belangrijke leiding. Het vullen van een watertoren kan op de begunstigde verhaald worden, in dit geval op de watermaatschappij. Het verstrekken van water aan een bewoner die niet op de waterleiding aangesloten is, kan ook verhaald worden.

Artikel 3. Dit artikel somt eerst de opdrachten op die verhaald kunnen worden. Voor die opdrachten wordt de keuze overgelaten aan de bevoegde overheden, in tegenstelling tot de niet-wettelijke opdrachten. Deze laatste, met name de opdrachten die niet opgenomen zijn in artikel 2bis van de voormelde wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, moeten verplicht door de bevoegde overheden verhaald worden, overeenkomstig artikel 2bis/1, § 1, eerste lid, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming.

De kosten worden verhaald ten aanzien van de begunstigde. Naar aanleiding van een opmerking van de Raad van State werd het verhaal van de kosten ten aanzien van de opbeller van een vals alarm en ten aanzien van de dader van een brandstichting geschrapt.

Uiteraard blijven de gewone regels inzake burgerlijke aansprakelijkheid hierop van toepassing.

Ter herinnering, de kosten veroorzaakt aan de diensten van de civiele bescherming en aan de brandweerdiensten tijdens een interventie in geval van besmetting of behoorlijk vastgestelde toevallige vervuiling, worden door de Staat of de gemeente verhaald op de eigenaars van de gewraakte producten, met toepassing van artikel 2bis/1, § 1, derde en vierde lid, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming.

De kosten veroorzaakt aan de diensten van de civiele bescherming en aan de brandweerdiensten tijdens een prestatie buiten de interventies bedoeld in artikel 2bis, § 1, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, worden door de Staat of de gemeente verhaald op de begunstigden van die prestatie.

Wanneer de hulpdiensten beroep moeten doen op derden voor een interventie, worden de kosten die ten laste komen van deze diensten, verhaald ten laste van de bestemming van de factuur.

Bijvoorbeeld bij een vervuiling kunnen de hulpdiensten beroep doen op een privé-firma voor de verwerking van vervuilde stoffen.

De artikelen 4 tot en met 6 zijn van toepassing op alle te betalen opdrachten van de hulpdiensten, hierbij inbegrepen de interventies naar aanleiding van vervuiling en de niet-wettelijke opdrachten, en met uitzondering van de opdrachten inzake dringende medische hulpverlening.

Article 4. La commune sur le territoire de laquelle est situé le service d'incendie, détermine parmi les missions visées à l'article 3, celles dont les coûts sont récupérés par elle. Il appartient au conseil communal de prendre un règlement de rétribution.

Ce règlement de rétribution comprend également le tarif qui s'applique aux missions que les communes sont tenues de récupérer en vertu de la loi. Il s'agit ici des missions non légales et des interventions en cas de contamination ou de pollution.

Le Conseil d'Etat a fait remarquer que la délégation au Ministre prévue dans le projet en ce qui concerne la fixation des missions récupérables de la Protection civile et de leurs tarifs ne trouvait pas de base légale.

Dans un souci de sécurité juridique, il a toutefois été choisi de ne pas reporter la publication du présent arrêté. Le suivi de la procédure administrative pour l'élaboration d'un règlement de rétribution pour les services de la Protection civile exigera en effet un certain temps. La liste reprenant les missions de la Protection civile qui seront facturées et leur tarif sera insérée dans le présent arrêté par un arrêté modificatif.

En attendant l'arrêté modificatif précité, les coûts des interventions que l'Etat est tenu de récupérer en vertu de la loi et certaines interventions dont les coûts peuvent être facturés en vertu du présent arrêté, sont facturés. Les tarifs fixés par l'arrêté royal du 27 janvier 1978 réglant les modalités de fixation et de récupération des frais de certaines interventions et prestations de la Protection civile, reste d'application. La validité de cet arrêté royal a été confirmée par le Conseil d'Etat dans son avis.

Articles 5 et 6. Ces articles fixent des délais pour la rédaction du rapport pour la récupération des frais et pour l'envoi de la facture. Ils ont pour objectif de ne pas laisser le destinataire final de la facture trop longtemps dans l'incertitude.

Certes, les services publics se doivent de veiller à l'efficacité de leur gestion. Mais il importe surtout d'éviter qu'un citoyen ne reçoive une facture, qui peut quelquefois n'être pas négligeable, des mois, voire des années après l'intervention, comme le cas s'est parfois produit.

Par le chef des opérations on entend le membre du service de secours le plus élevé en grade ou le plus ancien dans le même grade qui assume effectivement la direction des opérations.

L'article 6 dispose que la facture doit être envoyée dans un délai raisonnable pour inciter les autorités à l'envoyer le plus vite possible. Ce délai raisonnable ne commence à courir qu'à partir du moment où le destinataire de la facture est identifié avec certitude. Il arrive en effet que cette identification prenne un certain temps.

Article 7. L'arrêté royal du 9 août 1979 qui concerne exclusivement les services d'incendie communaux et qui en fixe les tarifs, est abrogé.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre majesté,  
Le très respectueux,  
et très fidèle serviteur,  
Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAELE

Avis 42.166/2 du 14 février 2007  
de la section de législation du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 24 janvier 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « déterminant les missions des services de secours qui peuvent être facturées et celles qui sont gratuites », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Artikel 4. De gemeente op het grondgebied waarvan de brandweerdienst gelegen is, bepaalt van welke verhaalde opdrachten uit artikel 3, de kosten door haar verhaald worden. De gemeenteraad zal dus een retributiereglement moeten opstellen.

Dit retributiereglement bevat ook het tarief dat van toepassing is op het verhaal van de opdrachten die door de wet verplicht wordt gesteld voor de gemeente. Het gaat hier over de niet-wettelijke opdrachten en de interventies naar aanleiding van een besmetting of vervuiling.

De Raad van State merkte op dat de delegatie aan de Minister, zoals voorzien in het ontwerp, inzake het vaststellen van de verhaalde opdrachten voor de Civiele Bescherming en hun tarief, geen rechtsgrond vindt.

In het belang van de rechtszekerheid is geopteerd om de publicatie van onderhavig besluit niet uit te stellen. Het volgen van de administratieve procedure voor het uitwerken van een retributiereglement voor de diensten van de Civiele Bescherming zal immers enige tijd vergen. De lijst met de opdrachten van de Civiele Bescherming die verhaald zullen worden en hun tarief zal via wijzigingsbesluit ingevoegd worden in het voorliggend koninklijk besluit.

In afwachting van het voormelde wijzigingsbesluit, worden de interventies waarvan de kosten volgens de wet door de Staat moeten en sommige interventies waarvan de kosten volgens onderhavig besluit kunnen verhaald worden, verhaald. De tarieven worden bepaald door het koninklijk besluit van 27 januari 1978 tot regeling van de wijze van vaststelling en verhaal van de kosten van sommige interventies en prestaties van de Civiele Bescherming, dat van toepassing blijft. De Raad van State heeft de geldigheid van dit besluit bevestigd in zijn advies.

Artikelen 5 en 6. Deze artikelen bepalen termijnen voor het opstellen van het verslag voor het verhalen van de kosten en het opsturen van de factuur. Ze strekken ertoe de uiteindelijke bestemming van de factuur niet te lang in het ongewisse te laten.

De openbare diensten moeten natuurlijk toezien op de efficiëntie van hun beheer. Maar het is vooral van belang te vermijden dat een burger een, soms niet te verwaarlozen, factuur pas maanden, zelfs jaren na de interventie, krijgt, zoals dat soms gebeurt.

De leider van de operaties moet begrepen worden als het lid van de hulpdienst met de hoogste graad of met de hoogste anciënniteit in dezelfde graad die de operaties effectief leidt.

Artikel 6 bepaalt dat de factuur moet opgestuurd worden binnen een redelijke termijn om de overheden aan te sporen de factuur zo snel mogelijk toe te sturen. Deze redelijke termijn begint pas te lopen vanaf het ogenblik dat de bestemming van de factuur met zekerheid geïdentificeerd is. Die identificatie vraagt immers soms wat tijd.

Artikel 7. Het koninklijk besluit van 9 augustus 1979 dat uitsluitend de interventies van de gemeentelijke brandweerdiensten betreft en die er de tarieven van vaststelt, wordt opgeheven.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAELE

Advies 41.166/2 van 14 februari 2007  
van de afdeling wetgeving van de Raad van State

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 24 januari 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot vaststelling van de opdrachten van de hulpdiensten die kunnen verhaald worden en diegene die gratis zijn », heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis vise à donner exécution à l'article 2bis/1 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, inséré par la loi-programme du 27 décembre 2004. Il tend ainsi à se substituer aux arrêtés royaux du 27 janvier 1978 réglant les modalités de fixation et de récupération des frais de certaines interventions et prestations de la protection civile et du 9 août 1979 réglant les modalités de fixation et de récupération des frais de certaines interventions et prestations des services communaux d'incendie (articles 4 et 7 du projet).

Ces deux arrêtés royaux trouvaient leur fondement juridique dans l'article 85, alinéa 5, de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires, abrogé par la loi-programme du 27 décembre 2004, selon lequel « le Roi règle les modalités de fixation et de récupération des frais visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 ».

Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 de l'article 85 de la loi du 24 décembre 1976, précitée, énonçaient :

« En cas de contamination ou de pollution accidentelle dûment constatée, et sans préjudice des dispositions de la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, l'Etat et les communes sont tenus de récupérer, à charge des propriétaires des produits incriminés, les frais occasionnés de ce chef aux services de la protection civile et aux services communaux d'incendie lors des interventions effectuées par ces services ou à leur demande en vertu de leurs obligations légales et réglementaires. Toutefois, lorsque la contamination ou la pollution accidentelle survient en mer ou provient d'un navire de mer, ces frais sont à charge de l'auteur de ladite contamination ou pollution, conformément au droit international. Dans ce cas, les propriétaires des navires éventuellement impliqués sont civilement et solidairement responsables.

De même, l'Etat et les communes sont tenus de récupérer, à charge des bénéficiaires des prestations, les frais occasionnés aux services de la protection civile et aux services communaux d'incendie lors des prestations fournies par ces services en dehors des interventions qui leur sont imposées par les lois et règlements. »

L'exposé des motifs de la loi-programme du 27 décembre 2004 soulignait (1) :

« Le texte (de cet article 85) ne contient cependant aucune disposition concernant la récupération des frais relatifs aux interventions qui s'inscrivent dans un cadre légal ou réglementaire.

Or, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 28 mars 2003 qui a modifié la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile en y insérant une disposition qui énumère toutes les missions qui sont susceptibles d'être effectuées par les services d'incendie et les services de la protection civile, la question de la possibilité de rémunérer certaines de ces missions s'est posée avec une acuité croissante. L'objectif est de donner une base légale claire et certaine à la facturation des missions des services de secours par les différentes autorités concernées. » L'article 2bis de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, inséré par la loi du 28 mars 2003 modifiant la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, définit les missions en matière de protection civile (paragraphe 1<sup>er</sup>) et habilite le Roi à déterminer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les interventions qui, parmi les missions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, sont effectuées par les services de la protection civile et celles qui sont effectuées par les services publics d'incendie (paragraphe 2) (2).

En effet, comme l'expliquait l'exposé des motifs de la loi du 28 mars 2003, précitée :

« (...) si les missions de la protection civile sont en partie fixées dans l'arrêté royal du 23 juin 1971 organisant les missions de la protection civile et la coordination des opérations lors d'événements calamiteux, de catastrophes et de sinistres, aucune disposition réglementaire fédérale ne précise, à l'exception de la lutte contre l'incendie et de la prévention de celui-ci, les missions exactes des services publics d'incendie » (3).

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Het ontwerp van koninklijk besluit dat om advies is voorgelegd, strekt ertoe uitvoering te geven aan artikel 2bis/1 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, welk artikel ingevoegd is bij de programmawet van 27 december 2004. Het is er dus op gericht in de plaats te treden van het koninklijk besluit van 27 januari 1978 tot regeling van de wijze van vaststelling en verhaal van de kosten van sommige interventies en prestaties van de civiele bescherming en van het koninklijk besluit van 9 augustus 1979 tot regeling van de wijze van vaststelling en verhaal van de kosten van sommige interventies en prestaties van de gemeentelijke brandweerdiensten (artikelen 4 en 7 van het ontwerp).

Beide koninklijke besluiten ontleenden hun rechtsgrond aan artikel 85, vijfde lid, van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977, welk artikel opgeheven is bij de programmawet van 27 december 2004, volgens welke wet « de Koning (...) de wijze van vaststelling en verhaal van de kosten (regelt) bedoeld in het eerste en het tweede lid ».

Het eerste en tweede lid van artikel 85 van de voornoemde wet van 24 december 1976 luiden als volgt :

« In geval van besmetting of van behoorlijk vastgestelde toevallige vervuiling, en onverminderd de bepalingen van de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, zijn de Staat en de gemeenten gehouden, ten laste van de eigenaars van de gewraakte producten, de kosten te verhalen die uit dien hoofde aan de diensten van de civiele bescherming en aan de gemeentelijke brandweerdiensten worden veroorzaakt tijdens de interventies door die diensten of op hun verzoek verricht krachtens hun wettelijke en reglementaire verplichtingen. Wanneer de contaminatie of accidentele verontreiniging evenwel op zee plaatsvindt of afkomstig is van een zeeschip, vallen deze kosten ten laste van de persoon die voormelde contaminatie of verontreiniging heeft veroorzaakt, overeenkomstig het internationaal recht. In dit geval zijn de eigenaars van de eventueel betrokken schepen burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk.

De Staat en de gemeenten zijn eveneens gehouden, ten laste van de begunstigde van de prestaties, de kosten te verhalen welke aan de diensten van de civiele bescherming en aan de gemeentelijke brandweerdiensten worden veroorzaakt tijdens de prestaties, welke door die diensten worden verricht buiten de hun door de wetten en reglementen opgelegde interventies. »

In de memorie van toelichting bij de programmawet van 27 december 2004 is het volgende gesteld (1) :

« De tekst (van dat artikel 85) voorziet evenwel niets aangaande verhaalbaarheid van kosten voor interventies die binnen een wettelijk of reglementair kader vallen.

Welnu, sedert de inwerkingtreding van de wet van 28 maart 2003 die de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming gewijzigd heeft door de invoeging van een bepaling die alle opdrachten opsomt die kunnen worden uitgevoerd door de brandweerdiensten en de diensten van de Civiele Bescherming, dringt de kwestie van de mogelijkheid om sommige van deze opdrachten te bezoldigen, zich meer en meer op. De doelstelling bestaat erin een duidelijke en vaststaande wettelijke basis te geven aan de facturering van de opdrachten van de brandweer door de verschillende betrokken overheden. » Artikel 2bis van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, ingevoegd bij de wet van 28 maart 2003 tot wijziging van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, bepaalt de opdrachten inzake civiele bescherming (paragraaf 1) en machtigt de Koning om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad te bepalen welke van de in paragraaf 1 bedoelde opdrachten uitgevoerd worden door de diensten van de civiele bescherming en welke door de openbare brandweerdiensten (paragraaf 2) (2).

In de memorie van toelichting bij de voornoemde wet van 28 maart 2003 wordt immers het volgende gesteld :

« Hoewel de opdrachten van de civiele bescherming gedeeltelijk zijn vastgelegd in het koninklijk besluit van 23 juni 1971 houdende organisatie van de opdrachten van de civiele bescherming en coördinatie van de operaties bij rampspoedige gebeurtenissen, catastrofes en schadegevallen, is er (...) geen enkele reglementaire federale bepaling, uitgezonderd de brandbestrijding en de preventie ervan, die de precieze opdrachten van de openbare brandweerdiensten vastlegt (3).

2.1. Les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 de l'article 2bis/1 de la loi du 31 décembre 1963, précitée, inséré par la loi-programme du 27 décembre 2004, disposent

« § 1<sup>er</sup>. L'Etat et les communes sont tenus de récupérer, à charge des bénéficiaires des prestations, les frais respectivement occasionnés aux services de la protection civile et aux services publics d'incendie lors des prestations fournies par ces services en dehors des interventions visées à l'article 2bis, § 1<sup>er</sup> »

Sans préjudice des dispositions de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente, le Roi détermine, parmi les missions visées à l'article 2bis, § 1<sup>er</sup>, celles qui peuvent être récupérées à charge de leurs bénéficiaires et celles qui doivent être effectuées à titre gratuit.

En cas de contamination ou de pollution accidentelle dûment constatée, et sans préjudice des dispositions de la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, l'Etat et les communes sont tenus de récupérer, à charge des propriétaires des produits incriminés, les frais occasionnés de ce chef aux services de la protection civile et aux services publics d'incendie lors des interventions effectuées par ces services ou à leur demande en vertu de leurs obligations légales et réglementaires.

Toutefois, lorsque la contamination ou la pollution accidentelle survient en mer ou provient d'un navire de mer, ces frais sont à charge de l'auteur de ladite contamination ou pollution, conformément au droit international. Dans ce cas, les propriétaires des navires éventuellement impliqués sont civilement et solidairement responsables.

§ 2. Le Roi règle les modalités de fixation et de récupération des frais visés au § 1<sup>er</sup>. »

L'abrogation de l'article 85, alinéa 5, de la loi du 24 décembre 1976, précitée, n'entraîne pas automatiquement la disparition du fondement légal des arrêtés royaux du 27 janvier 1978 et du 9 août 1979, précités, car ceux-ci trouvent un nouveau fondement légal dans l'article 2bis/1, § 2, de la loi du 31 décembre 1963, précitée. En principe, ils continuent donc à s'appliquer aussi longtemps qu'ils n'ont pas été remplacés.

Néanmoins, en vertu de l'article 2bis/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963, précitée, il revient au Roi de déterminer préalablement, parmi les missions visées à l'article 2bis, § 1<sup>er</sup>, celles qui peuvent être récupérées à charge de leurs bénéficiaires et celles qui doivent être effectuées à titre gratuit.

2.2. Les articles 1<sup>er</sup> à 3 de l'arrêté en projet entendent mettre en oeuvre l'habilitation conférée au Roi par l'article 2bis/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963, précitée, en déterminant, parmi les missions en matière de protection civile visées à cet article, d'une part, celles qui sont effectuées gratuitement par les services de secours (article 2, 1<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>, du projet) et, d'autre part, celles qui sont récupérées à charge du bénéficiaire (article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, et § 4, du projet), de l'auteur (article 3, §§ 2 et 4, du projet) ou de l'appelant (article 3, §§ 3 et 4, du projet).

Or, le Roi ne puise, dans l'article 2bis/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963, précitée, d'autre habilitation que celle de déterminer, parmi les missions visées à l'article 2bis, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, celles qui peuvent être récupérées à charge de « leurs bénéficiaires ».

En l'absence d'une disposition légale expresse et particulière qui permettrait de mettre à charge de « l'appelant » ou de « l'auteur », les frais liés à certaines missions effectuées par les services de secours, seuls les bénéficiaires de ces missions peuvent être désignés pour les supporter; les règles de droit commun en matière de responsabilité civile s'appliquant pour le surplus.

L'article 3 du projet doit en conséquence être revu en fonction de l'habilitation légale qu'il met en oeuvre.

2.3. L'article 4 du projet trouve son fondement dans l'article 2bis/1, § 2, de la loi du 31 décembre 1963, précitée. Cette habilitation renvoie aux « frais visés au § 1<sup>er</sup> » de ce même article.

2.1. De paragrafen 1 en 2 van artikel 2bis/1 van de voornoemde wet van 31 december 1963, ingevoegd bij de programmawet van 27 december 2004, luiden als volgt :

« § 1. De Staat en de gemeenten zijn gehouden, ten laste van de begunstigen van de prestaties, de kosten te verhalen die respectievelijk aan de diensten van de civiele bescherming en aan de openbare brandweer worden veroorzaakt tijdens de prestaties, welke door die diensten worden verricht buiten de interventies bedoeld in artikel 2bis, § 1.

Onverminderd de bepalingen van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening, bepaalt de Koning welke van de opdrachten vermeld in artikel 2bis, § 1, kunnen verhaald worden ten laste van hun begunstigen en deze die gratis moeten uitgevoerd worden.

In geval van besmetting of van behoorlijk vastgestelde toevallige vervuiling, en onverminderd de bepalingen van de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, zijn de Staat en de gemeenten gehouden, ten laste van de eigenaars van de gewraakte producten, de kosten te verhalen die uit dien hoofde aan de diensten van de civiele bescherming en aan de openbare brandweerdiensten worden veroorzaakt tijdens de interventies door die diensten of op hun verzoek verricht krachtens hun wettelijke en reglementaire verplichtingen.

Wanneer de besmetting of de toevallige vervuiling evenwel op zee plaatsvindt of afkomstig is van een zeeschip, vallen deze kosten ten laste van de persoon die voormelde besmetting of verontreiniging heeft veroorzaakt, overeenkomstig het internationaal recht. In dit geval zijn de eigenaars van de eventueel betrokken schepen burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk.

§ 2. De Koning regelt de wijze van vaststelling en van verhaal van de kosten bedoeld in § 1. »

De opheffing van artikel 85, vijfde lid, van de voornoemde wet van 24 december 1976 houdt niet automatisch in dat de rechtsgrond van de voornoemde koninklijke besluiten van 27 januari 1978 en 9 augustus 1979 ophoudt te bestaan, aangezien deze besluiten een nieuwe rechtsgrond ontleen aan artikel 2bis/1, § 2, van de voornoemde wet van 31 december 1963. Die besluiten blijven dus in principe gelden zolang ze niet vervangen zijn.

Toch behoort krachtens artikel 2bis/1, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 31 december 1963 de Koning op voorhand te bepalen welke van de opdrachten vermeld in artikel 2bis, § 1, verhaald kunnen worden op hun begunstigen en welke gratis uitgevoerd moeten worden.

2.2. De artikelen 1 tot 3 van het ontwerpbesluit beogen uitvoering te geven aan de machtiging die aan de Koning wordt verleend door artikel 2bis/1, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 31 december 1963, door wat de in dat artikel genoemde opdrachten inzake civiele bescherming betreft enerzijds die opdrachten te bepalen die door de hulpdiensten gratis uitgevoerd worden (artikel 2, 1<sup>o</sup> tot 7<sup>o</sup>, van het ontwerp) en anderzijds die welke verhaald kunnen worden op de begunstigde (artikel 3, § 1, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, en § 4, van het ontwerp), de dader (artikel 3, §§ 2 en 4, van het ontwerp) of de oproeper (artikel 3, §§ 3 en 4, van het ontwerp).

De Koning ontleent echter aan artikel 2bis/1, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 31 december 1963, geen andere machtiging dan die welke erin bestaat te bepalen welke van de opdrachten die genoemd worden in artikel 2bis, § 1, van dezelfde wet, verhaald kunnen worden op « hun begunstigen ».

Bij ontstentenis van een uitdrukkelijke en bijzondere wetsbepaling die het mogelijk maakt de kosten van bepaalde opdrachten uitgevoerd door de hulpdiensten te verhalen op de « oproeper » of de « dader », kunnen enkel de begunstigen van die opdrachten aangewezen worden om die kosten te dragen; voor het overige zijn de regels van gemeen recht inzake burgerrechtelijke aansprakelijkheid van toepassing.

Artikel 3 van het ontwerp dient bijgevolg herzien te worden uitgaande van de wettelijke machtiging die het uitvoert.

2.3. Artikel 4 van het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 2bis/1, § 2, van de voornoemde wet van 31 december 1963. Die machtiging verwijst naar de « kosten bedoeld in § 1 » van datzelfde artikel.

Dans cette mesure, elle concerne les modalités de fixation et de récupération des frais que l'Etat et les communes sont soit tenus de récupérer en vertu de l'article 2bis/1, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 4, de la loi du 31 décembre 1963, précitée, soit peuvent récupérer en vertu de l'article 2bis/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963, précitée.

L'article 4 du projet ne fait pas cette distinction.

Par ailleurs, il y a lieu de rappeler que l'exécution des lois revient au Roi en vertu de l'article 108 de la Constitution et qu'un arrêté ministériel ne peut contenir que des mesures de minime importance ou de détail. Le présent projet doit donc, pour ce qui concerne les services de la protection civile, lui-même établir la liste reprenant les missions qui doivent être facturées et le tarif de celles-ci (article 4, 1<sup>o</sup>, du projet). Ce n'est que dans cette mesure que l'article 7 du projet peut abroger l'arrêté royal du 27 janvier 1978, précité.

Enfin, l'arrêté en projet omet d'abroger explicitement l'arrêté royal du 9 août 1979, précité, alors que les communes se voient confier le soin d'établir la liste reprenant les missions qui doivent être facturées, ainsi que le tarif de celles-ci (article 4, 2<sup>o</sup>, du projet).

3. L'ensemble du projet sera revu à la lumière des observations qui précèdent.

#### Observation finale

Le texte néerlandais du projet est déficient du point de vue de la correction de la langue. C'est sous réserve des observations de fond faites dans le présent avis que sont formulées ci-dessous, à titre d'exemple, quelques propositions de texte :

#### Intitulé

Il faudrait écrire : « ... die verhaald kunnen worden en die welke gratis zijn ».

#### Article 2

À l'article 2, 5<sup>o</sup>, il faudrait écrire : « ... de strijd tegen vervuiling ».

#### Article 3

Au paragraphe 2, il faudrait écrire : « Op degenen die ze hebben veroorzaakt kunnen worden verhaald de kosten van de interventies van de hulpdiensten... » et au paragraphe 3 : « Op de oproeper kunnen worden verhaald... ».

La chambre était composée de :

M. Y. Kreins, président de chambre;

Mmes :

P. Liénardy, M. Baguet, conseillers d'Etat;

A.-C. Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par M. R. Wimmer, auditeur.

Le greffier,

A.-C. Van Geersdaele

Le président,

Y. Kreins.

### 25 AVRIL 2007. — Arrêté royal déterminant les missions des services de secours qui peuvent être facturées et celles qui sont gratuites

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, notamment l'article 2bis, inséré par la loi du 28 mars 2003, et l'article 2bis/1, inséré par la loi du 27 décembre 2004;

Vu l'arrêté royal du 9 août 1979 réglant les modalités de fixation de récupération des frais de certaines interventions et prestations des services communaux d'incendie;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1<sup>er</sup> août 2005;

In dat opzicht heeft ze betrekking op de nadere regels inzake de vaststelling en het verhaal van de kosten die de Staat en de gemeenten hetzij moeten verhalen krachtens artikel 2bis/1, § 1, eerste, derde en vierde lid, van de voornoemde wet van 31 december 1963, hetzij kunnen verhalen krachtens artikel 2bis/1, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 31 december 1963.

In artikel 4 van het ontwerp wordt dat onderscheid niet gemaakt.

Overigens dient wederom te worden opgemerkt dat de uitvoering van de wetten de Koning toekomt krachtens artikel 108 van de Grondwet en dat een ministerieel besluit slechts maatregelen van weinig belang of detailkwesties mag omvatten. Wat betreft de diensten van civiele bescherming dient dit ontwerp dan ook zelf een lijst op te maken van de opdrachten waarvan de kosten verhaald moeten worden, alsook het tarief van die opdrachten (artikel 4, 1<sup>o</sup>, van het ontwerp). Alleen in dat opzicht mag artikel 7 van het ontwerp het voornoemde koninklijk besluit van 27 januari 1978 opheffen.

Tot slot laat het ontworpen besluit na het voornoemde koninklijk besluit van 9 augustus 1979 uitdrukkelijk op te heffen, terwijl de gemeenten ermee belast worden de lijst op te stellen van opdrachten waarvan de kosten verhaald moeten worden, alsook het tarief van die kosten te bepalen (artikel 4, 2<sup>o</sup>, van het ontwerp).

3. Het ontwerp dient in zijn geheel te worden herzien in het licht van de voorafgaande opmerkingen.

#### Slotopmerking

De Nederlandse tekst van het ontwerp is uit een oogpunt van correct taalgebruik gebrekkig gesteld. Onder voorbehoud van de inhoudelijke opmerkingen gemaakt in dit advies, worden bij wijze van voorbeeld de hierna volgende tekstvoorstellen gedaan :

#### Opschrift

Men schrijve : « ... die verhaald kunnen worden en die welke gratis zijn ».

#### Artikel 2

In artikel 2, 5<sup>o</sup> schrijve men : « ... de strijd tegen vervuiling ».

#### Artikel 3

In paragraaf 2 schrijve men : « Op degenen die ze hebben veroorzaakt kunnen worden verhaald de kosten van de interventies van de hulpdiensten... » en in paragraaf 3 : « Op de oproeper kunnen worden verhaald... ».

De kamer was samengesteld uit :

de heer Y. Kreins, kamervoorzitter;

Mevrn. :

P. Liénardy, M. Baguet, staatsraden;

A.-C. Van Geersdaele, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer R. Wimmer, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Jaumotte.

De griffier,

A.-C. Van Geersdaele

De voorzitter,

Y. Kreins.

### 25 APRIL 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de opdrachten van de hulpdiensten die kunnen verhaald worden en diegene die gratis zijn

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, inzonderheid op artikel 2bis, ingevoegd bij de wet van 28 maart 2003, en op artikel 2bis/1, ingevoegd bij de wet van 27 december 2004;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 augustus 1979 tot regeling van de wijze van vaststelling en verhaal van de kosten van sommige interventies en prestaties van de gemeentelijke brandweerdiensten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 augustus 2005;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 30 octobre 2006;

Vu l'avis n° 41.166/2 du Conseil d'Etat, donné le 14 février 2007;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° ministre : le Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions;

2° commune : la commune qui dispose d'un service public d'incendie;

3° missions : les missions visées à l'article 2bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, à l'exception de l'aide médicale urgente;

4° bénéficiaire : la personne physique ou morale dans l'intérêt de laquelle l'intervention est effectuée;

5° pollution : une atteinte à l'environnement naturel, soit l'air, soit l'eau, soit le sol, par laquelle les produits incriminés causent ou peuvent causer des dommages ou des nuisances visibles ou mesurables;

6° fausse alerte technique : l'alerte des services de secours déclenchée par un mécanisme de détection défectueux;

7° fausse alerte bien intentionnée : l'alerte de bonne foi des services de secours, alors qu'une intervention n'était pas nécessaire.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend également par le terme « commune » une intercommunale d'incendie et le Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le terme « conseil communal » vise également l'organe compétent de l'intercommunale ou de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 2.** Les missions suivantes sont effectuées gratuitement par les services de secours :

1° les interventions relatives à la lutte contre le feu et l'explosion;

2° les travaux de secours techniques, à condition qu'il s'agisse d'un appel d'urgence en vue de protéger ou de sauver une personne;

3° la lutte contre les événements calamiteux et les catastrophes;

4° la coordination des opérations de secours;

5° les missions internationales de protection civile, à l'exception des missions concernant la lutte contre la pollution;

6° la distribution d'eau potable, directement au citoyen, en cas de pénurie d'eau d'une certaine gravité ou affectant une région importante;

7° l'alerte à la population;

8° l'intervention consécutive à une fausse alerte bien intentionnée.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 2bis/1, § 1<sup>er</sup>, alinéas 3 et 4 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, peuvent être facturés à charge de leurs bénéficiaires, les frais occasionnés :

1° par les missions non énumérées à l'article 2;

2° par les interventions consécutives à une fausse alerte technique.

§ 2. Les frais, résultant des interventions qui sont effectuées par des tiers à la demande des services de secours et qui sont à charge de ces services, sont facturés aux personnes visées au § 1<sup>er</sup> du présent article.

**Art. 4.** Parmi les missions visées à l'article 3, la commune établit, pour le service d'incendie dont la gestion relève de ses attributions, la liste reprenant les missions qui sont facturées et le tarif de celles-ci.

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 30 oktober 2006;

Gelet op het advies nr. 41.166/2 van de Raad van State, gegeven op 14 februari 2007;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° minister : de Minister die bevoegd is voor Binnenlandse Zaken;

2° gemeente : de gemeente die beschikt over een openbare brandweerdienst;

3° opdrachten : de opdrachten bedoeld in artikel 2bis, § 1, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, uitgezonderd de dringende medische hulpverlening;

4° begunstigde : de fysieke persoon of de rechtspersoon in wiens belang de interventie uitgevoerd wordt;

5° vervuiling : een aanslag op het natuurlijke milieu, zowel lucht, water als bodem, waarbij de gewraakte producten een zichtbare of meetbare schade of hinder veroorzaken of kunnen veroorzaken;

6° falend technisch alarm : het alarmeren van de hulpdiensten veroorzaakt door een slecht functionerend detectiesysteem;

7° loos alarm : het te goeder trouw verwittigen van de hulpdiensten, terwijl een uitruk niet nodig was.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt met de term « gemeente » ook een brandweerintercommunale en de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp bedoeld.

De term « gemeenteraad » slaat ook op het bevoegde orgaan van de intercommunale of van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

**Art. 2.** De volgende opdrachten worden gratis uitgevoerd door de hulpdiensten :

1° de interventies betreffende de bestrijding van brand en ontploffing;

2° de technische hulpverleningswerkzaamheden, op voorwaarde dat het gaat om een noodoproep om mensen te beschermen of te redden;

3° bestrijding van de rampspoedige gebeurtenissen en de catastrofes;

4° de coördinatie van de hulpverleningsoperaties;

5° de internationale opdrachten van civiele bescherming, uitgezonderd de opdrachten inzake de bestrijding tegen vervuiling;

6° de drinkwaterbevoorrading rechtstreeks aan de burger, in geval van een vrij ernstig watertekort of van een watertekort dat een omvangrijk gebied treft;

7° de waarschuwing aan de bevolking;

8° de interventie naar aanleiding van een loos alarm.

**Art. 3.** § 1. Onverminderd artikel 2bis/1, § 1, derde en vierde lid van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, kunnen verhaald worden ten laste van hun begunstigten, de kosten veroorzaakt :

1° door de opdrachten die niet opgesomd zijn in artikel 2;

2° door de interventies naar aanleiding van een falend technisch alarm.

§ 2. De kosten, voortvloeiend uit de interventies die door derden uitgevoerd worden op vraag van de hulpdiensten, en die ten laste komen van deze diensten, worden verhaald ten laste van de personen zoals bedoeld in § 1 van dit artikel.

**Art. 4.** Van de opdrachten bedoeld in artikel 3, stelt de gemeente, voor de brandweerdienst waarvan ze voor het beheer instaat, een lijst op met de opdrachten waarvan de kosten verhaald worden en met hun tarief.

**Art. 5.** Au plus tard à l'expiration du mois qui suit celui au cours duquel la mission payante a eu lieu, le chef des opérations rédige un rapport détaillé permettant le calcul de la récupération des frais, ainsi que l'identification du débiteur.

**Art. 6.** La facture doit être envoyée dans un délai raisonnable, à partir de la date d'identification du destinataire de celle-ci.

**Art. 7.** L'arrêté royal du 9 août 1979 réglant les modalités de fixation et de récupération des frais de certaines interventions et prestations des services communaux d'incendie est abrogé.

**Art. 8.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAELE

—  
Note

(1) Doc. parl., Chambre, n° 51-1437/001 et 51-1438/001, p. 281.

(2) L'arrêté royal du 7 avril 2003 répartissant les missions en matière de protection civile entre les services publics d'incendie et les services de la protection civile (*Moniteur belge* du 21 mai 2003, 2<sup>e</sup> édition, pp. 27886 à 27896) a été pris en exécution de cette dernière disposition.

(3) Doc. parl., Chambre, 2002-2003, n° 50-2183/001, p. 6.

**Art. 5.** Uiterlijk op het einde van de maand die volgt op de maand gedurende dewelke de te betalen opdracht plaatsgevonden heeft, stelt de leider van de operaties een verslag op dat toelaat de te verhalen kosten te berekenen en de schuldenaar aan te duiden.

**Art. 6.** De factuur moet opgestuurd worden binnen een redelijke termijn, vanaf de datum van identificatie van de bestemming.

**Art. 7.** Het koninklijk besluit van 9 augustus 1979 tot regeling van de wijze van vaststelling en verhaal van de kosten van sommige interventies en prestaties van de gemeentelijke brandweerdiensten wordt opgeheven.

**Art. 8.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAELE

—  
Nota

(1) Gedr. St., Kamer, nr. 51-1437/001 en 51-1438/001, blz. 281.

(2) Het koninklijk besluit van 7 april 2003 tot verdeling van de opdrachten inzake civiele bescherming tussen de openbare brandweerdiensten en de diensten van de civiele bescherming (*Belgisch Staatsblad* van 21 mei 2003, 2<sup>e</sup> uitgave, blz. 27886 tot 27896) is uitgevaardigd ter uitvoering van die laatste bepaling.

(3) Gedr. St., Kamer, 2002-2003, nr. 50-2183/001, blz. 6.

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2007 — 1944

[C - 2007/00414]

**10 MAI 2007.** — Arrêté ministériel désignant les bureaux de vote dans lesquels les électeurs ayant leur domicile électoral dans les communes de Fourons et de Comines-Warneton ont la faculté de voter pour les élections des Chambres législatives fédérales du 10 juin 2007, respectivement à Aubel et à Heuvelland

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu l'article 89bis du Code électoral, inséré par la loi du 9 août 1988 et modifié par la loi du 30 juillet 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'eu égard à la proximité des élections des Chambres législatives fédérales fixées au dimanche 10 juin 2007, il est indiqué, dans les plus brefs délais, de désigner les bureaux de vote où les électeurs de Fourons et de Comines-Warneton auront la faculté d'exprimer leur suffrage, pour les élections de la Chambre des Représentants et du Sénat, respectivement à Aubel et à Heuvelland,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les électeurs pour les élections des Chambres législatives fédérales inscrits sur la liste des électeurs de la commune de Fourons ont la faculté de voter pour ces élections dans la commune d'Aubel dans les bureaux suivants :

— bureau de vote n° 5 : les électeurs dont le numéro est compris entre 1 et 1254 inclusivement;

— bureau de vote n° 6 : les électeurs dont le numéro est supérieur à 1254 ainsi que les électeurs qui ont été inscrits après que la liste a été dressée.

Ces bureaux de vote sont situés à l'adresse suivante : Hall Omnisports, ruelle de la Kan 1, à 4880 Aubel.

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 1944

[C - 2007/00414]

**10 MEI 2007.** — Ministerieel besluit tot aanduiding, respectievelijk in Aubel en Heuvelland, van de stembureaus waarin de kiezers, met kieswoonplaats in de gemeenten Voeren en Komen-Waasten, de mogelijkheid hebben om te stemmen voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers van 10 juni 2007

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op artikel 89bis van het Kieswetboek, ingevoegd bij de wet van 9 augustus 1988 en gewijzigd bij de wet van 30 juli 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het, gelet op de nabijheid van de verkiezing voor de Federale Wetgevende Kamers van zondag 10 juni 2007, aangewezen is zo spoedig mogelijk de stembureaus aan te duiden waar de kiezers van Voeren en Komen-Waasten hun stem respectievelijk in Aubel en Heuvelland kunnen uitbrengen voor de verkiezingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat,

Besluit :

**Artikel 1.** De kiezers voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers die ingeschreven zijn op de kiezerslijst van de gemeente Voeren, hebben voor die verkiezingen, de mogelijkheid in de gemeente Aubel te stemmen in de volgende bureaus :

— stembureau nr. 5 : de kiezers met een nummer dat begrepen is tussen 1 en 1254;

— stembureau nr. 6 : de kiezers met een nummer dat hoger is dan 1254, alsmede de kiezers die ingeschreven werden na het opmaken van de lijst.

Deze bureaus zijn op het volgende adres gelegen : Hall Omnisports, ruelle de la Kan 1, 4880 Aubel.